



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
de la protection des populations

Service de la sécurité de l'environnement industriel

A R R E T E

de mise en demeure à l'encontre de la société SETRAD pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8-I, L.172-1, L.511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2015 délivré à la société SETRAD pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bucy-Saint-Liphard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 imposant des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation en mode bioréacteur et la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats produits par le centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard aux lieux-dits "Le bois d'Herbault" et "Terres d'Escures" ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la DREAL Centre-Val de Loire adressé à l'exploitant le 26 juin 2019, lui communiquant son rapport du 11 juin 2019, relatif à l'inspection réalisée sur le site le 28 mai 2019, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 16 juillet 2019, conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, informant l'exploitant de la proposition de mise en demeure à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriers des 23 juillet 2019 et 8 août 2019 ;

Considérant que les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté lors de la visite du 28 mai 2019 l'inadéquation entre les informations présentes sur les fiches d'information préalables à l'admission et/ou sur les bons de pesée avec le déchet enfoui ;



Adresse postale : 181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX

Bureaux : cité Coligny – 131, faubourg Bannier – bâtiment C1 - ORLEANS  Standard : 02.38.91.45.45 - Télécopie : 02.38.42.43.42
Site internet : www.loiret.gouv.fr

Considérant que ce manquement ne permet pas à l'exploitant de garantir la conformité des déchets reçus sur le site par rapport aux codes déchets indiqués sur les FIPA correspondantes et/ou sur les bons de pesée correspondants ;

Considérant que ce constat met en évidence le non respect des dispositions de l'article 30-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié précité;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SETRAD de respecter les prescriptions de l'article 30-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loire

ARRETE

Article 1^{er} : La société SETRAD dont le siège social est ZAC de Pierrelets à Chaingy (45380) exploitant une installation de stockage de déchets non-dangereux sise lieu dit « Le Bois d'Herbault et Terres D'Escure » sur la commune Bucy-Saint-Liphard est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 30-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié en vérifiant systématiquement l'adéquation entre les déchets réceptionnés et les codes déchets indiqués sur les FIPA correspondantes et/ou sur les bons de pesée correspondants ;

Article 2 : Afin de respecter les termes de la présente mise en demeure, la société SETRAD adresse au Préfet, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un descriptif des mesures mises en place pour assurer le respect des dispositions précitées. En particulier, l'exploitant précise les moyens mis en œuvre afin de vérifier l'adéquation entre les déchets réceptionnés et les codes déchets indiqués sur les FIPA correspondantes et/ou sur les bons de pesée correspondants.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} et 2 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, les mesures de police administrative prévues aux articles L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le Secrétaire général de la préfecture du Loiret, le Maire de BUCY SAINT LIPHARD, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

**Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**


Stéphane BRUNOT

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 **dans un délai de 2 mois** à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Diffusion à

- ☐ M. le Maire de BUCY ST LIPHARD
- ☐ M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des installations classées (D.R.E.A.L-U.D 45)

